

CIBLE

Service

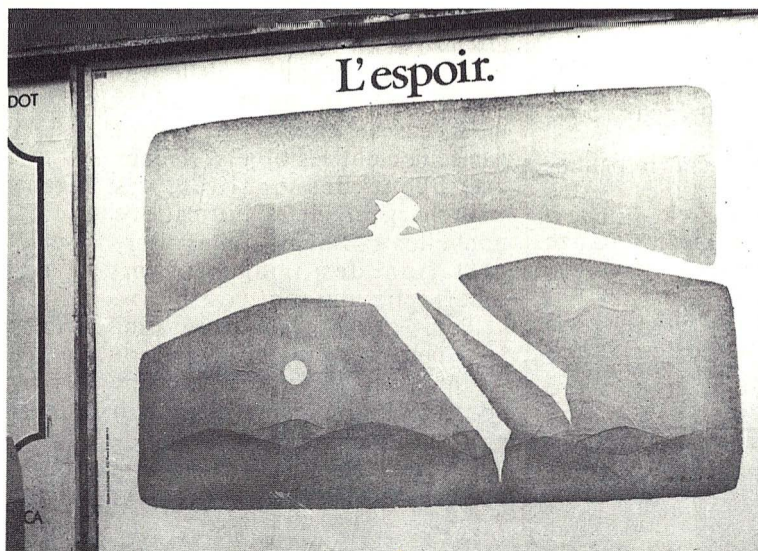
Comment ne pas approuver la proposition giscardienne en faveur d'une armée professionnelle puisque nous l'avons quant à nous formulée il y a sept ans ?

Naguère indispensable, la formule de la conscription ne présente plus aucun intérêt sur le plan de la défense nationale puisque celle-ci dépend pour l'essentiel de la capacité de dissuasion nucléaire de notre pays. Militairement inutile, le service national est en outre néfaste puisqu'il mobilise une masse considérable de crédits qui pourraient être affectés à la modernisation de notre force de dissuasion et des quelques régiments conventionnels dont nous avons besoin.

Mais l'esprit civique ? Il ne peut être renforcé par ce qui est considéré comme une corvée dérisoire, d'ailleurs très injustement répartie. La France a vécu pendant des siècles sans armée de conscription et peut continuer d'exister sans recourir à la mythologie désuète et malsaine du sacrifice sanglant. On peut comprendre la nostalgie de certains, à droite comme à gauche. Mais il est étrange et inquiétant que Lajoinie et Waechter défendent le principe de la conscription.

Europe

Le choix des royalistes



Portugal

**Les royalistes
et l'Europe**

(page 4)

Idées

**Maurice
Clavel**

(page 9)

M 2242 - 517 - 12,00 F



royaliste ♦
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

Avec le comte de Paris:

COURONNER LA DEMOCRATIE

17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS ou par Minitel: 36.15 et AGRANAR

NOUVELLES AFFICHES

Un nouveau modèle d'affiche est disponible. De format 31x46 cm, imprimées en noir sur fond jaune, elles reproduisent le titre de notre journal accompagné du slogan: «Avec le comte de Paris, couronner la démocratie».

Tarif (prix franco): 80 ex.: 26 F - 150 ex.: 42 F - 250 ex.: 61 F - 400 ex.: 90 F.

AUTOCOLLANTS

Moyen de propagande efficace et facile d'utilisation, nos autocollants publicitaires existent en quatre modèles: deux pour le journal et deux pour notre service minitel.

De format 5x10 cm, imprimés en noir sur fond jaune, quatre slogans possibles: «Royaliste» dans les kiosques tous les quinze jours, «Royaliste» libre et démocrate, «Nouvelle Action Royaliste» questionnez on vous répond, «Nouvelle Action Royaliste» pour en savoir plus.

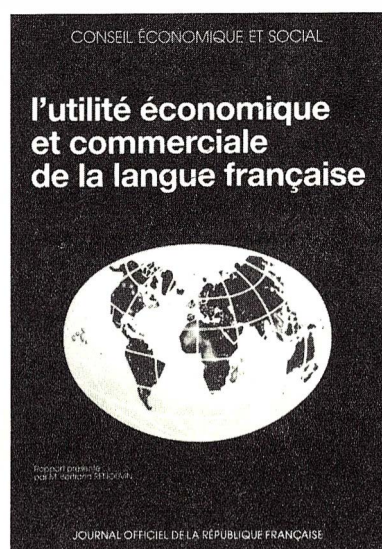
Tarif franco: 50 ex.: 20 F - 100 ex.: 34 F - 200 ex.: 53 F - 300 ex.: 76 F - 500 ex.: 106 F. Possibilité de panacher les différents modèles.

Au service du français

Un certain Bertrand Renouvin, que nos lecteurs attentifs connaissent certainement, par ailleurs membre du Conseil économique et social, est l'auteur d'un rapport sur «l'utilité économique et commerciale de la langue française»

A l'«éternelle» question de savoir si l'Etat doit intervenir dans ce domaine, il est répondu, dès l'introduction: «une politique de la langue est cependant justifiée, puisque la langue est au cœur de la cité, comme expression d'une culture commune et comme condition majeure des échanges...» Même si: «les responsabilités de l'Etat, ne sauraient décharger les acteurs économiques du souci de la langue». Celle-ci se situe en effet au centre des échanges par la force des images qu'elle véhicule inévitablement avec les mots: ces derniers ne désignent pas seulement les objets, ils leur attribuent des qualités, les «surchargent de significations nouvelles», fixent «une interprétation des images parmi toutes celles qui sont possibles».

Pour qui s'y intéresse tant soit peu, ces enjeux terminologiques et linguistiques sont connus. Pourtant l'usage trop systématique des termes anglo-américains risque de faire perdre aux services et aux produits



français leurs spécificités, donc leur attrait. A la fin du siècle, seuls quelques pays maîtriseront l'ensemble du processus d'information: mémorisation, traitement, transport. Il y a là un enjeu capital qui conditionne la recherche, l'innovation et le développement économique.

Le Japon ou l'Allemagne... ont compris la nécessité de disposer de banques termino-

logiques et de services de traduction conséquents. La France est à la traîne et nos concitoyens, au désespoir des autres francophones, sont les premiers responsables de l'utilité décroissante de notre langue dans le commerce et l'économie. Le rapport de Bertrand Renouvin apporte, outre une analyse de fond du problème, des propositions concrètes pour renverser le cours des choses.

En dehors des larges échos qui lui ont été donnés dans la presse, d'«Option», organe de la CGT, au «Monde», on doit relever que ce rapport a été adopté (fait assez rare) très largement: sur 166 votants, 158 ont voté pour et 8 se sont abstenus.

Telle est bien la vocation des royalistes, que de servir le bien commun en réunissant et non en divisant.

Pierre CARINI

Ed. du Journal Officiel: L'utilité économique et commerciale de la langue française, prix franco: 50 F.

**24 et 25 Juin
la braderie**

voir p. 11

royaliste ♦

SOMMAIRE: p.2: Au service du français - p.3: Habiter la ville - L'heure des mensonges - p.4: Amour oui, mariage non - p.5: Contradictions monétaires - 6/7: La contre-Révolution - p.8: L'homme révolution - p.9: L'avenir de Maurice Clavel - p.10: Propos de rois - Cinéaste et militant - p.11: Action royaliste - p.12: Comment voter le 18 juin?

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (65 F), six mois (125 F), un an (200 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

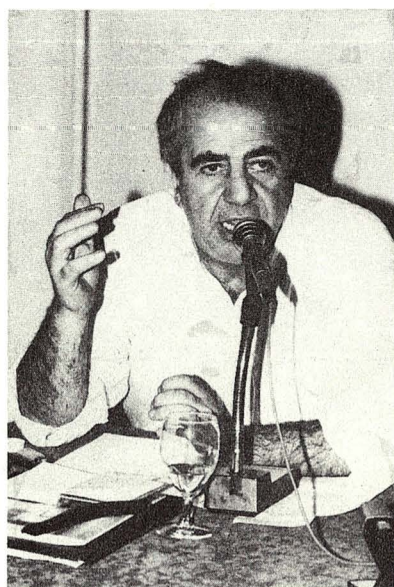
Citoyenneté

Habiter la ville

Une politique urbaine n'est pas concevable sans une poétique de la ville. Il faut garantir à tous les citoyens le droit de vivre dans la beauté.

Attentifs à la moindre promenade et à la plus infime déclaration d'une tête de liste «européenne», les media n'ont guère prêté attention au colloque organisé les 20 et 21 mai par «Banlieues 89». C'est pourtant là, plus qu'à Chamaillères, qu'était pensée et intensément éprouvée une question majeure: le présent et l'avenir de la civilisation urbaine, qui n'est pas séparable de l'exigence de justice. Car, comme le disait Roland Castro, «il est injuste de naître et vivre dans du laid, quand d'autres naissent et prospèrent dans du beau». Il suffit de se promener dans une grande ville pour constater que l'affirmation n'a rien de démagogique. Elle ne procède pas non plus d'une attitude esthétisante: plus les villes seront belles, qu'il s'agisse du centre ou des banlieues, plus leurs habitants se sentiront citoyens.

L'ambition de «Banlieues 89» est de donner chance à cette nouvelle citoyenneté par la réhabilitation des immeubles, le désenclavement des quartiers, la renaissance d'une vie culturelle et de la vie tout court. Les projets déjà réalisés portent témoignage de la capacité créative de cette équipe d'architectes, d'écrivains, de philosophes, et des succès qu'ils ont remporté contre l'uniformité, la dislocation et la rationalité désespérante de l'urbanisme façon Le Corbusier. D'autres projets mûrissent, qui changeront la vie et les villes modernes si l'argent ne manque pas, si la bureaucratie ne paralyse pas, si l'Etat a la volonté de garantir à tous, riches ou pauvres, le droit de vivre dans des



■ Roland Castro

villes qui soient belles.

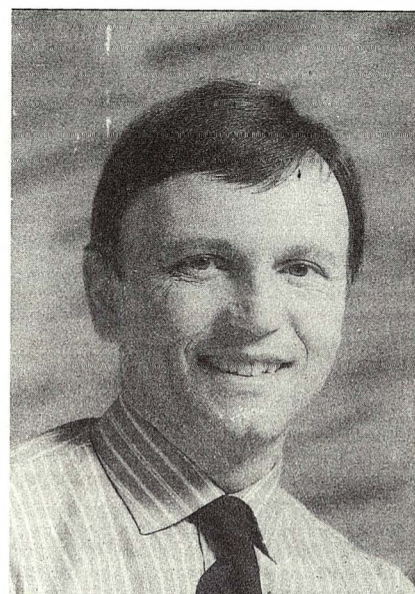
Ainsi énoncé, le projet de «Banlieues 89» suscite l'enthousiasme. Mais ce serait rendre un bien mauvais service à son équipe que de louer sans réserve ce qu'elle a entrepris. Chez Jean-Paul Dollé singulièrement, il y a le risque que la pensée de la ville se dégrade en idéologie. En voulant à tout prix que la naissance de la citoyenneté et de la civilisation urbaine procèdent de la Révolution française, Jean-Paul Dollé ne peut sans paradoxes ni oublis rendre compte de l'histoire de la ville, ni contester de façon pleinement satisfaisante les modernes barbaries. Nous reprendrons le débat lorsque Roland Castro et ses amis publieront le premier numéro de leur revue.

Yves LANDEVENNEC

Européennes

L'heure des mensonges

Finalement Antoine Waechter a eu son «heure de vérité» à Antenne 2 et ne s'en est pas plus mal tiré qu'un autre. Mais il est intéressant de revenir sur les raisons avancées par ceux qui ne voulaient pas la lui accorder.



■ Antoine Waechter

le prétexte, pour le moins fallacieux, que celui-ci n'était pas, selon François-Henri de Virieu, «en mesure de tenir une heure et demie d'antenne sur des sujets généraux». Sous-entendu: la présence du candidat vert sur la chaîne publique aurait fait baisser le taux d'écoute et, par là-même, décroître les recettes publicitaires (67% des recettes de la chaîne).

L'injustice aurait été d'autant plus grande que les autres têtes de liste avaient toutes été invitées. Fabius, Giscard et Veil, mais aussi, Le Pen et Herzog, crédités dans les sondages de scores inférieurs.

Herzog est-il plus télégénique que Waechter ? A moins qu'il ne se soit agit, pour de Virieu, qui n'a jamais caché sa sympathie pour le PS, de censurer un candidat gênant pour la liste conduite par Laurent Fabius. En effet, plus Antoine Waechter s'exprimera, à des heures de grande écoute, dans le cadre d'émissions réputées, plus les suffrages d'une partie de l'électorat de gauche, mécontent de la politique du gouvernement, pourraient être tentés de fuir la liste P.S.. Giscard, Juppé et Pasqua ne s'y sont pas trompés qui ont appuyé avec ferveur la requête du candidat écologiste.

De cet accroc finalement sans conséquence, Antenne 2 ne sort pas grandie. Et si les arguments de F.-H. de Virieu devaient être pris au pied de la lettre, alors la fragilité du service public devant les contraintes financières serait des plus inquiétantes pour l'avenir de la liberté d'expression.

P.L.R.

La vie politique est ainsi faite que ses acteurs ont tellement besoin des médias pour avoir l'impression d'exister, non plus dans l'absolu de la vie politique, mais relativement à leurs adversaires, qu'il leur est nécessaire de courtiser toujours davantage les journalistes.

Forts de cette légitimité et du pouvoir qui en résulte, ceux-ci conçoivent, à leur tour, le débat politique plus comme un spectacle que comme le lieu d'un véritable échange d'idées. Le succès, ou l'échec, se mesurent alors, à l'aune de l'audimat: mieux qu'un débat d'un bon niveau et d'une bonne tenue, seul un spectacle réussi permet de dépasser en terme d'écoute, les concurrents. C'est cette logique implacable du point de vue du libéralisme économique, qui aurait pu priver Antoine Waechter de l'émission «l'heure de vérité» sur Antenne 2, sous

Portugal

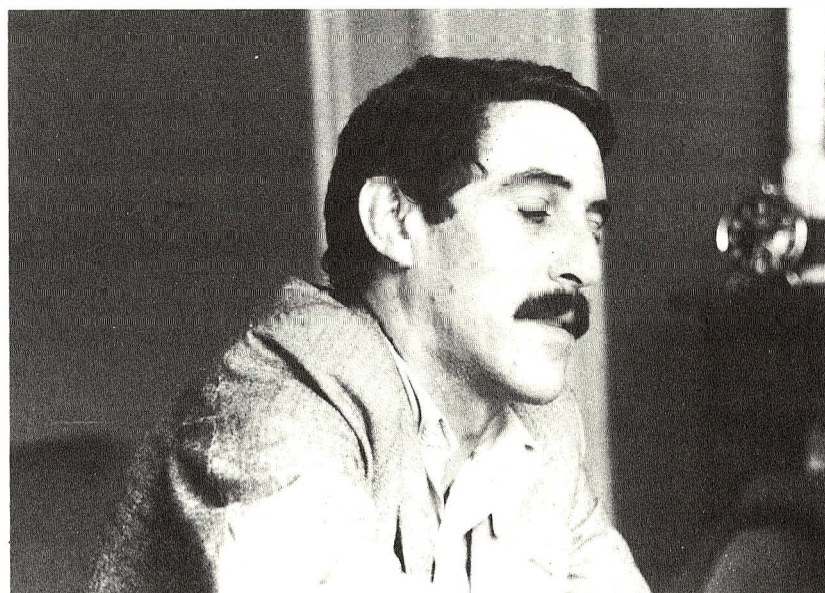
«L'amour oui, le mariage non!»

«**N**amorar sim, casar nao» (s'aimer oui, se marier non) tel est l'un des slogans du P.P.M. qui a présenté le 4 mai dernier à Lisbonne sa liste pour les élections européennes. Il faut reconnaître que la voix des monarchistes portugais, dans un concert d'incantations européennes, se montre originale, radicale même. Miguel Esteves Cardoso, tête de liste du PPM pour les Européennes, directeur du quotidien «O Independante», et éditorialiste respecté dans son pays, annonce la couleur du combat monarchiste à l'approche du 18 juin: «l'avant-projet fédéraliste auquel collaborent les grandes familles politiques d'Europe et leurs enfants portugais ont de dangereux précédents, d'Alexandre et Charlemagne à Hitler, de Philippe II à Napoléon et Staline».

Combatif et déterminé, le PPM se lance dans la bataille. «A court terme, explique Luis Coimbra, le n°2 de la liste, notre objectif est de faire élire à Strasbourg un ou deux députés. Nous espérons dépasser les 5% des voix. Ce n'est pas impossible; aux dernières élections en 1987, nous avons dépassé le score des 5% en milieu urbain, alors que nous étions proches des 0% en milieu rural. Nous n'avions ni argent, ni moyens de faire campagne dans le «pays réel». Pourtant, aux dires du «Financial Times» et de «Libération», nos passages à la télévision avaient été jugés remarquables.

Aujourd'hui, nous avons un peu plus de moyens et nous bénéficions du même appui des milieux écologistes - notre grand combat depuis vingt ans - et l'appui des milieux intellectuels, voire des acteurs ou chanteurs populaires, tel ce groupe de rock *Herois do Mar*

Depuis quelques années, dans une vague refluite, nous avons perdu de vue les monarchistes portugais. Aujourd'hui, le Parti Populaire Monarchiste se lance dans la campagne des élections européennes.



■ Luis Coimbra: «le débat gauche/droite ne se pose pas pour nous».

qui figure sur notre liste...»

De fait, la liste du PPM est jeune et dynamique; ceux qui y figurent comme Miguel Esteves Cardoso, Luis Coimbra, Monteiro de Oliveira, Jorge de Figueiredo, ou Manuel Ivo Cruz, le directeur du Théâtre National de San Carlos, sont unanimement respectés au Portugal, d'autant que la liste du PPM est la seule qui ait donné une place à un réfugié du Timor. Une façon pour le PPM de témoigner sa solidarité avec la communauté portugaise de cette ancienne colonie, aujourd'hui persécutée par les Indonésiens qui l'ont annexée en 1976 (1).

Dans les perspectives des élections européennes, le PPM a trouvé un nouveau souffle. Son rejet de toute politique européenne qui irait au-delà des relations économiques de l'Acte Unique et transférerait à Bruxelles ou Strasbourg une part de

la souveraineté nationale en matière d'Affaires étrangères, de Défense et de Justice, ferait-elle recette, tandis que d'autres voix s'élèvent pour changer les louanges à la manne financière de la Communauté largement distribuée au Portugal ? Espérons-le, car ce combat pour l'indépendance nationale et la souveraineté du Portugal ne saurait nous laisser indifférent, et parce qu'il est heureux que le PPM retrouve une notoriété qu'il avait perdue, faute de moyens financiers et à la suite de l'arrêt de toute expérience de coalition politique.

On se souvient en effet que c'est son alliance avec le PSD et le CDS au sein de l'*Alliance Démocratique* qui lui avait ouvert les portes de l'Assemblée Nationale de 1979 à 1983 (cinq puis six députés) et du gouvernement lorsque l'actuel prési-

dent de la Commission politique du PPM, Augusto Ferreira do Amaral, devint ministre de la Qualité de la vie. Il ne reste aujourd'hui au PPM qu'un représentant au Conseil Municipal exécutif de Lisbonne (sur 17 membres), lequel avait comptabilisé sur son nom 5,1% des suffrages aux élections municipales de 1985.

Plus que jamais le PPM s'ancre sur ses principes: «du point de vue économique, sociologique et naturel, notre programme est écologiste», explique Luis Coimbra, «l'écologie c'est la pérennité de la vie, la qualité de l'environnement. Mais pour soutenir ce modèle de société, les institutions doivent aussi être représentatives de la pérennité et de la continuité de l'histoire et de la culture portugaises; c'est cela la monarchie. Le débat gauche/droite ne se pose pas pour nous. La question essentielle pour l'avenir de l'humanité et de l'Europe, c'est que la technologie n'est plus neutre et conduit à un processus totalitaire que nous rejetons: c'est-à-dire l'uniformisation des gens, la désertification, même si le décor est démocratique. Nous avons été le premier parti opposé à l'installation au Portugal de centrales nucléaires, et dès 1974 nous avons proposé une politique énergétique plus rationnelle. Notre présence à l'Assemblée et au gouvernement au début des années 80 a établi les racines de la protection de l'environnement au Portugal». Pour le PPM, le combat continue sur le thème de l'Europe.

Frédéric DELPECH

(1) Récemment, le chef de la Maison Royale du Portugal, Dom Duarte Nuno, duc de Bragance, a été reçu en audience par le Pape Jean-Paul II au Vatican, afin de sensibiliser le Saint-Père sur le drame des Portugais de Timor, à la veille d'une visite papale en Indonésie.

Europe

Contradictions monétaires

En cas de tempête sur le marché des changes, l'Europe risque la dislocation sans que personne à Strasbourg ou à Bruxelles y puisse mais. Le mark joue gagnant, la livre sterling joue placé, les remous atteindraient plus sûrement le franc. Le rapport Delors a le mérite de ne plus compter les écus pour des clopinettes, de déchirer l'écran factice que d'aucuns avaient voulu à titre intéressé tisser entre la réalité et le public toujours gogo des épargnants.

Les contradictions n'en apparaissent que plus vivement. L'Europe communautaire est ainsi faite que le pays qui a la plus forte place financière internationale, l'Angleterre avec la City, n'a pas de capitaux propres, et que le pays le plus capitaliste, l'Allemagne, possède les places financières les moins développées et les moins ouvertes. Le raisonnement primaire est bien entendu de prétendre faire servir les capitaux allemands exclusivement à tous les besoins soit des déficits, soit de la croissance en Europe. Mais le mouvement des capitaux ne se décrète pas. Si l'on suit ce raisonnement, on n'aura plus de capitaux qu'on aura ainsi utilisés une fois pour toutes, on n'aura plus de grande place financière internationale et, qui plus est, on aura déstabilisé le système monétaire en général.

Le mariage du mark et de la livre ressemble donc à celui de la carpe et du lapin. Le plus dirigiste n'étant pas celui qu'on pense: la Bundesbank qui n'a qu'à régler les sorties de capitaux, peut être indépendante du pouvoir politique; la Banque d'Angleterre, si prestigieuse, est entièrement dans la main du Premier ministre qui ne survit que si les capitaux extérieurs entrent en nombre suffisant.

La libération totale des

Une semaine après les élections au Parlement européen, le Conseil européen discutera du rapport Delors sur l'union économique et monétaire. Rien dans la campagne ne permet de se rendre compte des enjeux majeurs du débat.



■ *Le jeu de Thatcher*

mouvements de capitaux au 1er juillet 1990 avantage techniquement la meilleure place: la City of London. Margaret Thatcher semble tout miser là-dessus. Le tatcherisme ne s'est pas attaqué au seul corporatisme syndical, restaurant une certaine flexibilité salariale, mais à tous les corporatismes et d'abord à ceux de la Cité, se préparant à faire face à plus de chocs monétaires sans devoir recourir à l'arme de la dévaluation qui a paralysé la vie économique de l'Angleterre tout ce XXème siècle. Raison de plus pour les autorités monétaires allemandes de verrouiller le système monétaire européen, le S.M.E. Ou bien la livre entre officiellement au SME avec la peseta, l'escudo et le drachme, ou bien elle sort du calcul de l'unité moyenne de valeur, l'ECU qui n'a d'ailleurs qu'une valeur purement statistique. Dans ce dernier cas, le poids du

mark dans l'Ecu passerait de 34 à plus de 40% contre 18 qui deviendraient peut-être 20 pour le franc !

Le choix serait entre une politique de porte ouverte à tous les opérateurs internationaux opérant librement à partir de la City et une politique de déflation permanente avec droit de veto de la Bundesbank, ou son représentant au sein d'un système de réserve fédérale, sur tout investissement dans les zones de croissance potentielle situées hors d'Allemagne, au sud, y compris en France.

Comment ne pas voir que les thèmes dont on nous rebat les oreilles sur l'Europe sociale et l'harmonisation préalable des structures économiques et sociales, sorte d'assurance-décès pour cause de concurrence dans le marché unique, constituent pour les Allemands en premier lieu le moyen de ne pas avoir à se voir imposer en matière de capitaux la règle de la préférence communautaire, le taux de rentabilité d'investissement dans les zones «harmonisées» étant par définition inférieur à celui offert par les bons du Trésor américain ?

Les candidats du 18 juin trompent délibérément et démagogiquement les électeurs sur ce point. A l'inverse, il serait simpliste de ramener le tatcherisme sur ce sujet à la mondialisation de la spéculation financière. L'effet d'une union monétaire européenne ne serait-il pas également de se priver de l'arme de la dévaluation et de la manipulation des taux d'intérêt, comme de celle du déficit budgétaire, pour ne plus jouer que sur les coûts de production (la

mobilité sociale dont une Europe sociale ne saurait guère être, chacun le sait et ment à ce sujet, qu'un garde-fou) et la dépense budgétaire, c'est-à-dire l'affectation de ressources supplémentaires aux régions et aux secteurs en difficulté ? La logique de Mme Thatcher voudrait donc que la livre rejoigne le SME comme celle de la Bundesbank serait de ne pas consentir à un abandon de souveraineté au profit d'un organisme supranational où l'Allemagne serait moins puissante qu'elle ne l'est dans l'actuel ECU.

Or c'est tout le contraire: la preuve que ce ne sont pas des raisonnements économiques qui dominent les discussions actuelles mais des considérations politiques à la fois stratégiques et tactiques, dont l'Europe est hélas absente. L'Europe est hélas en retard sur la crise à venir en face de laquelle ne compteront que les égoïsmes nationaux. L'essentiel, pour le franc au centre de la querelle germano-britannique, est de voir clair à travers les pièges tendus et de développer ses propres moyens économiques et financiers. Notre position est somme toute assez proche en ce domaine de ce qu'elle est dans celui des armes nucléaires tactiques entre Allemands et Américains (1): à l'intérieur de la relation franco-allemande, relation de couple, nous équilibrons Bonn parce que, sur le fond, nous sommes confortés par une opposition d'arguments où nous partageons le point de vue de l'autre sans cependant jamais être cet autre. Le jour où l'opposition cesserait, il n'y aurait plus que des suiveurs... à moins que ce ne soit l'Europe ?

Y. LA MARCK

(1) «Royaliste» n° 490: L'Allemagne paiera-t-elle ?

La Contre-Révolution théocratique

● **Royaliste:** La Contre-Révolution peut apparaître comme un sujet bien vaste. Quelle est la finalité de votre étude ?

Gérard Gengembre: L'essentiel de mon propos est en fait résumé dans le sous-titre du livre: l'histoire désespérante. Il s'agit de rendre compte d'une configuration intellectuelle qui concerne une partie de la pensée contre-révolutionnaire, la pensée politique théocratique, c'est-à-dire la pensée de Louis de Bonald et celle de Joseph de Maistre. Ce livre ne s'occupe pas de la Contre-Révolution agissante, mais il est une étude de concepts politiques. Il vise à mettre en évidence, d'abord, le mode d'organisation conceptuelle des principales notions qui structurent cette pensée politique. Ces notions me semblent être au nombre de trois: le concept politique de Dieu, celui d'homme et celui de société. Ce livre vise ensuite à montrer comment l'ambition philosophique et politique de la Contre-Révolution théocratique va buter sur ce qui est probablement pour elle une aporie: l'histoire.

● **Royaliste:** On se souvient que vous avez participé au colloque sur «Les résistances à la Révolution». Aussi ne sommes-nous pas étonnés de voir que vous distinguez différentes formes de la Contre-Révolution.

Gérard Gengembre: En effet, je pense que, pas plus que la Révolution, la Contre-Révolution n'est un bloc. Il y a des pensées contre-révolutionnaires, qui s'étagent de l'anti-Révolution jusqu'à la Contre-Révolution théocratique. L'anti-Révolution, c'est le refus du mouvement révolutionnaire, de la politique révolutionnaire, des effets de cette politique. Cette anti-Révolution, dont l'exemple le plus caracté-

ristique est sans doute la Vendée, ne produit pas une pensée politique structurée. Elle refuse la Révolution et lui oppose un Ancien Régime idéalisé. A l'autre bout de cette ligne de pensées, on trouve la Contre-Révolution théocratique. Les théocrates ne proposent pas un retour à l'Ancien Régime mais un nouveau type de régime, qui trouvera son expression, sous la Restauration, dans l'alliance du Trône et de l'Autel, un concept absolument étranger à l'Ancien Régime. Entre l'anti-Révolution et la Contre-Révolution théocratique, il y a toute une série de formes de la pensée contre-révolutionnaire dont on peut penser qu'elles ne sont pas autre chose que des formes de la Révolution. On trouve ici les monarchiens et tous les partisans d'une monarchie constitutionnelle.

● **Royaliste:** La presse royaliste sous la Révolution porte témoignage de cette multiplicité de points de vue.

Gérard Gengembre: En effet, une étude de la presse royaliste sous la Révolution permet de rendre compte de cette diversité et de briser un certain nombre d'idées reçues. Avant le 10 août 1792, la presse royaliste se divise en deux grandes tendances: une tendance monarchiste constitutionnaliste et une tendance contre-révolutionnaire absolutiste. Les concepts développés par cette dernière rencontrent ceux de Burke. Mais il faut tout de suite préciser ici que Burke n'a pas grand-chose à voir avec la Contre-Révolution théocratique. Burke est un libéral anglais, libéral conservateur certes, mais libéral quand même. Il critique l'Ancien Régime et pense que la Révolution de 1789 a dérapé à cause des philosophes, des premiers jacobins, des théoriciens de l'abstraction politique. Les

théocrates ne croient pas du tout à ce dérapage et ils ne peuvent suivre le théoricien anglais lorsque celui-ci affirme que 1789 aurait dû être un équivalent français de la Glorieuse Révolution anglaise de 1688, une occasion de rétablir les libertés constitutionnelles françaises négligées par l'absolutisme, de la même manière que 1688 a permis en Angleterre un retour à des libertés traditionnelles mises à mal par la dictature de Cromwell et l'absolutisme catholique de Jacques II. Pour en revenir à



■ Même le règne de Charles X n'échappa pas à Bonald.

En cette période de célébration du bicentenaire, les livres sur la pensée révolutionnaire abondent. Nous avons déjà rendu compte d'un certain nombre des plus intéressants de ces ouvrages. Curieusement, l'étude de la Contre-Révolution semble plutôt négligée, ou abandonnée à des esprits partisans ou approximatifs, de quelque bord qu'ils soient. Aussi, c'est avec plaisir que nous saluons la publication du livre de Gérard Gengembre: «La Contre-Révolution ou l'histoire désespérante», (Edition Imago).

ution

la presse royaliste, on constate que celle-ci, après Thermidor, développe un argumentaire politique qui ne doit rien aux contre-révolutionnaires théocratiques mais relève plutôt des différentes formes du monarchisme constitutionnaliste.

● **Royaliste: La Contre-Révolution théocratique occupe la place centrale de votre ouvrage. Vous vous efforcez de répondre à la question suivante: comment cette Contre-Révolution va-t-elle essayer de penser la politique ?**



appe pas à la critique pessimiste d'un

Gérard Gengembre: Il faut différencier Bonald et Maistre. Tous les deux semblent mettre Dieu au centre de la politique. Pour eux, il n'est pas de société humaine qui trouve son principe en elle-même, elle ne peut le trouver que dans un principe extérieur et transcendant qui est Dieu. Et c'est là qu'apparaissent les premières différences. Pour Bonald, l'homme peut parfaitement comprendre par la raison le plan divin d'organisation politique du social. Pour Maistre, l'origine du pouvoir politique est totalement mystérieuse, elle est le fruit d'une action providentielle absolument incompréhensible pour la raison humaine. De là, il découle une interprétation différente de la Révolution. Bonald y voit un phénomène parfaitement analysable et dont on peut rechercher les causes. Maistre l'interprète comme un châtiment providentiel imposé par la transcendance, soit pour punir les hommes de leur révolte rationaliste, soit parce que finalement le cours de l'histoire n'est qu'un fleuve de sang qui conduit l'humanité de la Première Révélation au Second Royaume, la Révolution n'étant alors qu'un de ces événements sanglants qui servent à scander l'histoire.

● **Royaliste: A la différence de Maistre, il y a donc pour Bonald des causes de la Révolution.**

Gérard Gengembre: Selon Bonald, ce sont essentiellement deux séries de causes qui vont conduire à la Révolution. C'est d'abord une chaîne qui va de la Réforme, remise en cause de la conception chrétienne du monde, à la Philosophie des Lumières, refus de toute explication religieuse. La politique contre-révolutionnaire devra donc recentrer la société autour de la religion catholique et construire une contre-philosophie des Lumières. La deuxième série de causes tient à l'économie. Pour Bonald, depuis les XV^{ème} et XVI^{ème} siècles, la société française est entrée dans ce qu'il ne nomme pas parce qu'il n'a pas le concept, le capitalisme. La multiplication de l'argent, l'intensification de sa circulation et la dégradation morale entraînée par le luxe déstructurent la société. Il y a de nombreuses considérations économiques dans l'œuvre de Bonald, on y trouve même le

mot «prolétariat». Tout en en retenant certains concepts, Marx fera une critique ironique de ce «socialisme féodal».

● **Royaliste: Maistre et Bonald se rejoignent dans leur vision de la société ?**

Gérard Gengembre: L'un et l'autre voient la société comme un corps organique où les fonctions légitiment les hiérarchies. Ils critiquent le concept d'individu, d'homme abstrait en des termes très semblables à ceux de Burke. Ils lui opposent l'homme social, défini par ses rapports, d'abord au sein de la famille, puis dans le travail, enfin dans l'organisation politique. Il faudra donc reconstruire la société sur la base de la famille, de la corporation et du système royal. Et c'est là que la Contre-Révolution théocratique apparaît comme une prise à contrepied des concepts de la Révolution. Typique à cet égard est la phrase de Bonald selon laquelle à une déclaration des Droits, il faut substituer une déclaration des devoirs. La restauration théocratique ne peut pas être autre chose qu'une prise en compte de la Révolution. Pour les théocrates, la Révolution n'est pas une parenthèse. Il faut penser sur la Révolution pour construire une politique de la Contre-Révolution, qui sera alors un radicalement autre. C'est cela qui les conduira à ce total irréalisme politique qui entraînera l'échec du parti ultra.

● **Royaliste: C'est là que les théocrates rencontrent la notion d'histoire.**

Gérard Gengembre: Pour Maistre, il n'y a pas de possibilité de penser le sens de l'histoire. Il n'est pas besoin de mener une politique contre-révolutionnaire, il faut s'en remettre à la Providence. Il suffira d'une simple déclaration de restauration. Quelqu'un dira «le Roi est rétabli», et toute la société y adhèrera. En effet, toute forme de pouvoir qui n'est pas la Monarchie absolue n'est pas naturelle. Il y aura donc un sursaut de la nature de la société qui se produira par décret divin et permettra le rétablissement de la Monarchie. Mais à cet optimisme providentialiste historique, se mêle un profond pessimisme qui le contredit. Puisque rien ne va et que telle semble être l'intention divine, autant aller à la catastrophe

finale le plus vite possible, à l'apocalypse. C'est là le versant fidéiste de ce pessimisme. Il y a un versant noir. Peut-être que le bouleversement révolutionnaire a été plus profond qu'on ne le pense et qu'il inaugure un cycle de révolutions de plus en plus sanglantes. Alors, l'histoire n'aura été qu'une terrifiante parenthèse, une suite de châtiments mérités permettant la régénération de l'homme déchu. Maistre invente ici une métapolitique qui s'enrichira bientôt d'une vaste littérature... Bonald, lui, se réfère aux événements. Après 1830, qu'il analyse comme une continuation de 89, il se retire de toutes fonctions officielles. Il porte un jugement négatif sur l'ensemble de la Restauration, qu'il qualifie de comédie de 15 ans. La cause de cet échec tient dans la Charte, dont l'existence même est une sanction de la Révolution française, une acceptation. La Restauration reposait sur un principe corrompu parce qu'elle n'était pas une monarchie absolue. A cela s'ajoutent des causes économiques. Bonald parle de 1830 comme d'une révolution bourgeoise qui accentue le pouvoir de l'argent. Il pense qu'elle engage le siècle sur la pente de la révolution permanente. Le XIX^{ème} siècle sera alors un siècle de décadence absolue.

● **Royaliste: C'est l'histoire qui condamne la Contre-Révolution théocratique.**

Gérard Gengembre: On assiste ici au choc de l'histoire concrète et d'une pensée politique qui avoue elle-même ne plus avoir prise sur les événements. C'est une sorte de schizophrénie où une pensée se proclame comme vérité mais constate en même temps que les faits lui donnent tort. La Contre-Révolution théocratique se donne alors comme un désespoir de l'histoire, l'histoire n'est qu'une décadence qui conduira à la mort de la société. Elle proclame l'idée selon laquelle la politique s'est abîmée en la politique, que le fractionnement de la pensée en opinions conduira à l'éclatement du corps social. La Contre-Révolution théocratique est une utopie de l'unité restituée.

Propos recueillis
aux Mercredis de la N.A.R.
par Patrick Pierran.

L'enfant d'amour

Pas facile de se faire reconnaître comme écrivain quand on se nomme Bernanos, que l'on se prénomme Michel, et que l'on est le fils du grand Georges. Pas facile quand une sensibilité aiguë vous fait communier à toutes les souffrances du monde. Pas facile quand une vraie pudeur vous empêche de vous complaire dans l'exhibitionnisme de vos propres angoisses. Pas facile quand on est un poète au regard d'éternel enfant.

Michel Bernanos n'aura jamais connu la gloire de l'écrivain reconnu. Écrivain, pourtant, il l'était. Il excellait en trois domaines: la poésie, l'imaginaire et le fantastique. Pas de chance, ce sont en notre temps les trois domaines les plus mal lotis, les plus décriés, les plus méprisés de toute notre littérature. Triste temps que celui où ceux qui se disent des écrivains se satisfont de la description béate ou morbide de la banalité. Triste pays que celui qui ne veut plus rêver, ni s'enthousiasmer, ni même regarder....

Obscur toute sa vie, oublié dès sa mort. Tel semblait devoir être le destin de l'écrivain Michel Bernanos. Mais il est parfois des obstinations qui viennent briser la chaîne de la fatalité. Les certitudes de son épouse et de ses amis, parmi lesquels Dominique de Roux, l'ont tiré de l'ombre qui venait de l'engloutir. C'est à l'amour et l'amitié que nous devons de connaître aujourd'hui Michel Bernanos, et cela n'est pas sans signification.

Patrick PIERRAN

Les «Cahiers Bleus» (Logis de la Folie, 2, rue Michelet 10000 Troyes) consacrent leur dernière livraison (n°46, 65 F) à Michel Bernanos. Souvenirs et analyses se mêlent aux fragments et aux inédits.

L'homme-révolution

Admiré ou détesté, Léon Trotsky fait partie de la mémoire de notre siècle. Nul mieux que Pierre Broué ne pouvait faire l'histoire de sa vie.



Maintenant que les révolutions de type marxiste sont achevées, et dépérissent dans les conditions que l'on sait, il devient possible de faire leur histoire sans que celle-ci soit marquée par les enjeux politiques du moment. Encore faut-il se garder d'une célébration romantique de la Révolution originelle et de ses héros, qui ferait joliment contraste avec l'humilité gestionnaire de la nouvelle vague des dirigeants de l'Ouest et de l'Est.

Parce que la figure de Léon Trotsky est devenue quasi-légendaire, parce que Pierre Broué n'a jamais caché sa fidélité à l'ancien chef de l'Armée Rouge, on pouvait craindre que sa biographie soit un monument d'apologie nostalgique. Il n'en est heureusement rien. Connu pour ses remarquables ouvrages

sur la guerre d'Espagne et sur le parti bolchévique, Pierre Broué est un historien rigoureux qui ne néglige aucun fait, connaît dans le détail l'ensemble des archives disponibles, et expose avec clarté le résultat de sa recherche (1). Alors qu'on se préparait au récit hagiographique, on se prend à regretter la froideur de l'exposé lorsque le révolutionnaire entre en Révolution - celle de 1905 comme celle de 1917 - ou commande l'Armée rouge depuis son train blindé pendant la guerre civile.

On aimerait aussi connaître le sentiment de l'auteur sur certains événements de la Révolution d'Octobre, et notamment sur l'immédiate dispersion de l'Assemblée constituante par les bolcheviks après des élections qui avaient donné la majorité au courant socialiste-révolutionnaire. Mais Pierre Broué ne juge pas, préférant exposer la logique des situations, et leurs implacables conséquences. De même il ne théorise pas face au sérieux problème provoqué par l'apparition, bien avant le stalinisme, d'une bureaucratie contre laquelle Lénine et Trotsky lutteront sans succès. Chacun reste libre de tirer ses propres conclusions, quant au projet léniniste et quant à la nature de ses déviations, ou de formuler des hypothèses sur l'évolution du régime soviétique si Trotsky l'avait emporté sur Staline.

Cela ne signifie pas que cette biographie soit platement conçue et rédigée. Qu'il s'agisse d'établir un fait, de détruire une légende, de réfuter une interprétation, Pierre Broué mène sa recherche avec une passion qui ne peut manquer de retenir le lecteur. Et si l'admiration de

l'historien pour son sujet est manifeste, elle ne lui interdit nullement la mise en évidence des erreurs et des fautes qui devaient conduire Trotsky à l'échec.

Pierre Broué sait convaincre, ou du moins bousculer les idées reçues, lorsqu'il montre que Trotsky ne porte pas de responsabilité particulière dans la répression de la révolte de Cronstadt; il éclaire remarquablement l'histoire du combat mené et perdu contre Staline et, surtout, sait nous rendre humain et presque fraternel cet homme chaleureux, extraordinairement cultivé, qui sut vivre et mourir dans la fidélité à l'engagement révolutionnaire de sa jeunesse après avoir connu la prison et l'exil, participé de façon décisive à la révolution qu'il espérait, assisté à sa confiscation par les bureaucrates puis par un tyran, connu à nouveau un exil jalonné de crises, de défections et de tragédies familiales, avant de mourir d'un coup de piolet.

Fut-il vraiment «humain» et «presque fraternel», l'homme qui accepta et organisa la terreur révolutionnaire ? Ces mots sont de François Mauriac regardant Trotsky comme «un homme dur(...) dont le durcissement ne détruit pas la secrète humanité» qui fut la raison de sa défaite. Car si Staline fut repoussant, y compris pour les hommes épris de révolution, «c'est là aussi qu'il fut le plus fort, et les traits qui nous rendent Trotsky presque fraternel sont les mêmes qui l'ont affaibli et perdu». On peut ne pas partager l'opinion de Mauriac. Mais qui veut forger son propre jugement ne saurait ignorer le grand livre d'histoire que Pierre Broué nous a donné.

B. LA RICHARDAIS

(1) Trotsky. Editions Fayard, 1988. Prix franco 208 F.

L'avenir de Maurice Clavel

■ Gérard Leclerc



Dix ans après, nous pouvons mieux apprécier l'importance de Clavel pour son temps, ne serait-ce qu'en mesurant chaque jour combien il nous manque ! Les générations nouvelles et futures pourront-elles le comprendre ? Les problèmes changent, la société se métamorphose et la planète elle-même ! Comment celui qui se définissait d'abord comme un journaliste, transcendantal il est vrai, pourrait-il survivre dans la mémoire commune, alors qu'il est voué par définition à l'éphémère ? La plupart de ses essais ne sont-ils pas accrochés à la polémique d'un moment ? Dans le domaine philosophique même où il évoluait comme un cavalier fougueux, il est probable que l'université le dédaignera. Le livre fondamental qu'il portait aurait sans doute suivi sa *Critique de Kant*. D'ailleurs on le voit mal fidèle à lui-même, dans le costume du penseur voué à l'éternité du concept ! Faut-il alors faire son deuil d'une survie de l'écrivain ?

Je ne le crois pas du tout. Son théâtre (plus que ses romans) devrait lui assurer une place reconnue en littérature. Mais c'est surtout comme témoin et comme veilleur qu'il sera lu, avec la marque d'un style qui n'est qu'à lui. Les exemples qui s'imposent pour l'inscrire dans une lignée sont évidemment ceux de Bloy et de Bernanos. On écrit cela presque par habitude. Bloy, c'est le pèlerin de l'absolu, le paroissien insupportable. Même passion chez Clavel, mais sans l'outrance ou du moins cette dureté qui vous laisse pantois chez l'auteur du *Désespéré*, si blindé que l'on soit. Le polémiste, celui de Dieu est Dieu, nom de Dieu et de tant d'articles provocateurs est d'une douceur souveraine jusque dans sa colère.

Pourtant, il doit bien y avoir une parenté profonde chez tous ces écrivains engagés, toujours sur la brèche ou l'actuel - avec tout ce que cela suppose d'humain trop humain - s'ouvre à l'absolu. Dans un instantané sur Mauriac, un soir de Noël, je retrouve sous la plume de Clavel ce par quoi ils sont irréductiblement liés. « *Ce que l'on appelait parout François Mauriac avait disparu. J'ai connu sous mes yeux une humilité parfaite, une nudité frissonnante de misère, infusée d'espoir. Il me dit combien c'était une chose dure qu'une vie longue, qu'il avait peur du passage et que pourtant il aurait voulu être rappelé plus tôt, par crainte des pesanteurs et du péché d'habitude. Il me dit qu'il fallait sans fin réanimer la ferveur, souvent dans le désert et la nuit, et qu'on ne le pouvait pas soi-même: il ne croyait qu'à la grâce. Il dit, deux fois, comme s'il l'éprouvait à ce moment même: que nous sommes aimés !* ».

En relisant un texte comme celui-là, impossible de ne pas réentendre sa voix-même, parfois assourdie, la respiration retenue, sa certitude fervente, son attention à l'autre. Plus encore: son attention à ce qui fait signe dans l'autre et renvoie à un plus que lui-même. L'humilité fondamentale est la condition première d'une écoute qui va jusqu'à la source première, l'écho d'un amour qui se donne, mais selon la parole du mystique, n'est pas aimé.

C'est sans aucune doute avec Bernanos que le rapprochement s'impose le plus. Je ne pense pas seulement à une attitude commune devant un certain progressisme chrétien qui les révoltait l'un et l'autre. Je pense à leur insertion d'écrivain, de journaliste même, dans l'actuel. D'un mot; le surnaturalisme qu'Emmanuel Mounier définissait comme le propre de Bernanos a son correspondant dans ce que Clavel appelait autotranscen-

dance. Qu'il se dépasse lui-même, qu'il soit capable de Dieu, deux propositions qui renvoient à une même réalité qui est l'Homme au-delà de toutes les déterminations particulières. Pareille conviction éloigne à la fois de l'optimisme des Lumières et d'un pessimisme de type naturaliste, renvoie à une histoire tragique, imprévisible mais ouverte ! Ouverte à l'encontre de tous les systèmes bétonnés par la grâce de la liberté et d'un salut toujours possible.

Il me semble que le type d'écriture des Grands cimetières sous la lune, se rapporte à celui de Clavel dans ses interventions politiques pour cette même raison fondamentale. Ce qui est en surplomb de l'histoire et la justifie n'est ni un obstacle à la bassesse et à la cupidité ni une assurance automatique pour une libération ou une délivrance. Il y a donc toujours place en l'homme pour une intériorité, un espace d'intercession et de provocation. « *J'ai juré de vous émouvoir, d'amitié ou de colère, qu'importe !* » Bernanos bien sûr. Mais Clavel veut et dit la même chose. Tel Socrate, il sera le taon, le poisson torpille qui trouble l'ordre apparent pour rendre ses interlocuteurs à leur intériorité ou au dialogue direct d'un toi et d'un moi. Est-il possible de comprendre cela aujourd'hui encore ? Certains jours, on en doute. L'individualisme brouille toutes les pistes, en anéantissant dans l'insignifiance le risque même de la liberté.

Si l'individu n'est pas un concept vide, il est exigence éthique absolue. Bernanos: « *Parce que nous croyons au péché originel, on nous accuse de désespérer de l'homme. Mais ce n'est pas la part dégradée de l'homme qui rend à jamais impossible l'organisation d'un paradis mécanique, c'est au contraire ce qu'il a de libre, c'est-à-dire de divin* ». Mais cette part-là, une civilisation peut la rendre captive, c'est leur sentiment commun. Aussi, d'un seul cœur se battent-ils pour une insurrection intérieure. Clavel: « *Il nous faudra sans doute un effort attentif à la fois de psychanalyse et de maïeutique spirituelles, mais il en vaudra la peine. Ainsi peut se gagner, en effet, ce combat de l'inconscient collectif de l'Occident, à l'intérieur de lui-même, afin de libérer sa transcendance captive et de ressusciter l'Homme* ».

Cette conviction d'une liberté qui est le bien de tous commande un style d'intervention au feu des événements qui leur est commun, bien que chacun lui donne sa voix singulière. Sont-ils légions ces êtres incapables de rabattre de nos espérances, qui se jouent de tous les systèmes et dialectiques historiques pour sauvegarder les lendemains, ces provocateurs qui ne singent pas l'anarchisme, ces combattants qui n'aiment que la fraternité ? C'est pour cela que je crois en l'avenir de Maurice Clavel au-delà de toutes les modes et des surprises des lendemains. N'ayant jamais postulé au magistère, il s'est imposé par sa façon de comprendre et d'affronter la vie. Pour un écrivain, n'est-ce pas l'essentiel. Au surplus, bien qu'engagé dans l'actualité éphémère, cette œuvre témoigne pour l'éternel. Dans la seule lettre que Clavel a reçue de Bernanos au lendemain de la guerre, il était dit: « *Continuons de témoigner pour ce qui dure, contre ce qui fait semblant de durer* » ? Clavel durera dans nos mémoires et celles de nos successeurs, tant que des gens consacreront leur existence à ce qui dure, contre tous les faux-semblants.

Gérard LECLERC

Propos de rois

En prolongement de leurs remarquables biographies consacrées à Louis XIV et Henri IV, F. Bluche et J.-P. Babelon viennent de publier deux livres particulièrement attrayants qui éclairent sous un jour nouveau la personnalité des deux rois.

Avec Louis XIV vous parle, F. Bluche donne, avec d'instructifs commentaires, un très large éventail des conversations tenues par le roi, faisant au passage un sort à quelques tenaces légendes tel le fameux «l'Etat c'est moi». On savait le Roi-Soleil peu loquace et il avait une bien trop haute conscience de sa mission pour livrer au tout venant des courtisans ses pensées sur les activités politiques en cours. Reste donc une multitude de propos empreints d'une égale courtoisie, souvent très brefs et toujours marqués par un très grand bon sens. Par quelle alchimie, née de la fonction, la majesté dans l'expression n'est jamais absente de ce qui paraît souvent banal ?

En publiant *Lettres d'amour et écrits politiques* de Henry IV, J.-P. Babelon n'innove pas. La bibliographie citée témoigne de l'intérêt soutenu des historiens pour la prose du Vert-Galant et ce depuis la fin du XVII^eme. Plus de 6000 lettres ont été recensées, ce qui donne une idée de l'exploit accompli par un monarque plus habitué à la selle des chevaux qu'à la tranquillité des écritures.

J.P. Babelon a effectué un choix très judicieux et l'intérêt de la lecture est constant. Aucune difficulté d'interprétation, chaque lettre étant suivie de courtes notes situant l'événement, le destinataire et les personnages cités.

Au-delà de l'incontestable qualité littéraire de ces textes largement analysée en son temps par Sainte-Beuve et aux destinataires si divers, de

l'austère Jeanne d'Albret à la libertine Corisande, sans oublier le sceptique Montaigne, on retiendra ici, simplement deux leçons politiques.

Ainsi, début 1577 à M. de Batz: «*Ceux qui suivent tout droit leur conscience sont de ma religion et moi je suis de celle de tous ceux-là qui sont braves et bons*». Un théologien n'y trouverait peut-être pas son compte, mais dans une France alors livrée au fanatisme, quel langage et quelle leçon !

Et ceci. Une harangue au Parlement de Paris du 7 février 1599 qui rechignait à enregistrer l'édit de tolérance essentiel à la paix du royaume: «*Ce que j'en ai fait est pour le bien de la paix, je l'ai fait au-dehors, je la veux faire au dedans du royaume*. Henry ne vient pas «*en habit royal avec la cape et l'épée... mais vêtu comme un père de famille, pour parler familièrement à ses enfants*» Mais que l'on ne s'y trompe pas, il est le roi et le fait savoir: «*Si l'obéissance était due à mes prédécesseurs, il m'est autant ou plus de dévotion parce que j'ai rétabli l'Etat: Dieu m'ayant choisi pour me mettre au Royaume qui est mien par héritage et acquisition*». Tout y est, le fond et la forme. C'est le génie politique qu'il fallait alors à la France.

Deux livres d'une grande richesse et remarquablement instructifs.

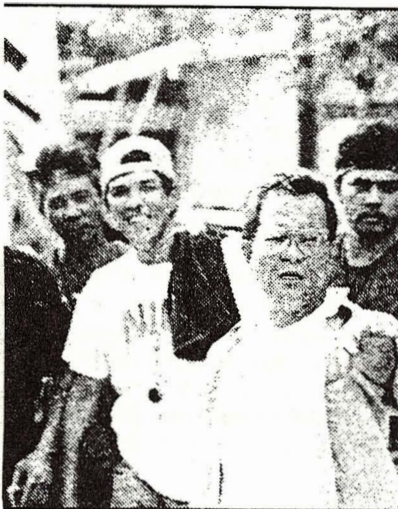
Michel FONTAURELLE

François Bluche, *Louis XIV vous parle*, Stock, 152 F franco.

J.P. Babelon, *Lettres d'amour et écrits politiques d'Henri IV*, Fayard, franco: 150 F.

Cinéaste et militant

Les films «politiques», au sens militant, constituent une denrée suffisamment rare, pour qu'on se rue dans les quelques salles de cinéma qui ont l'audace d'en programmer. Surtout lorsqu'il s'agit de films intéressants, tant du point de vue du sujet que de la réalisation.



Le dernier festival de Cannes semble avoir remis en selle ce genre cinématographique, un tantinet désuet depuis la fin des années 70, en en choisissant trois dans le cadre de la sélection officielle: un film chinois sur les exactions commises pendant la Révolution culturelle, un film tunisien sur la montée de l'intégrisme musulman et un film philippin, «*Les insoumis*», de Lino Brocka, sur l'après-Marcos.

Brocka était un proche de Cory Aquino; il fit même partie des quarante-huit personnalités désignées par la présidente, en 1986, pour rédiger la nouvelle constitution. Il dut, toutefois, démissionner pour désaccord quant à la politique économique à suivre.

Son film retrace le parcours de Jimmy, ex-prêtre, ex-maquisard, emprisonné pendant la dictature, libéré lors de l'abolition de la loi martiale et l'élection de Cory Aquino, mi-

litant des droits de l'homme, partisan du nouveau régime, déçu par les timides réformes et décontenancé par l'impunité dont continuent à jouir les militaires, véritable Etat dans l'Etat, comme si l'instauration de la démocratie n'avait rien changé.

Le pays que montre Lino Brocka est en proie à la guerre civile où la démocratie, malgré ses efforts, se révèle incapable de garantir la sécurité des citoyens face aux bandes militaires et para-militaires. L'intérêt des «*Insoumis*» réside dans le fait qu'il a été réalisé clandestinement, avec ce que cela comporte de risques pour les acteurs et de conséquences au niveau de la réalisation.

Il en résulte une mise en scène rapide, composée de séquences réalisées à la sauvette, au nez et à la barbe des policiers. Ce qui contribue à donner au film, une dimension objective, laquelle est renforcée, dans le scénario, par un mélange de réalité et de fiction. En effet, toute les scènes fortes du film (assassinats, rapt, tortures...) trouvent leur fondement dans des faits réels, que Brocka ne se contente pas de dénoncer de l'extérieur, mais comme militant lui-même.

Un militant visiblement pessimiste quant au devenir de la jeune démocratie philippine, puisque Jimmy, à la fin du film, part pour combattre le régime dans une clandestinité, où Jimmy (personnage fictif) et Brocka (le cinéaste) se retrouveront.

Nicolas PALUMBO

Souscrivez !

SOUSCRIPTION

Nous publions ci-dessous une troisième liste de souscripteurs qui ont répondu à notre appel urgent pour combler le déficit de 50.000 F prévu dans notre budget. Ce n'est jamais en vain que nous sollicitons la générosité de nos lecteurs ! Que tous ceux qui ont déjà répondu en soient ici remerciés et que les autres ne tardent pas trop: nous avons impérativement besoin de cette somme avant le 15 juillet pour faire face à nos échéances pendant les vacances.

Troisième liste de souscripteurs

Feliks Rynski d'Argence: 50 F - Patrick Barrau: 100 F - Mme Perichon-Bastaire: 1000 F - Guy Baudier: 50 F - Maurice Begin: 100 F - Loïc de Bentzmann: 500 F - Jacques Bertoin: 500 F - Anonyme Montpellier 132 F - Didier Bressand: 100 F - Mme Brodud-Yviquel: 100 F - Emmanuel-Matthieu Cocher: 100 F - Roger Cubilié: 100 F - Anonyme Saône: 15 F - Anonyme Rhône: 500 F - Marc Desaubliaux: 150 F - Bertrand Dumas-de Mascarel: 500 F - Pierre-Jacques Durbise: 100 F - Jean Ebstein-Langevin: 200 F - Gérard Forzy: 100 F - Fernand Gohard: 200 F - Léo Hamon: 150 F - J.-L.H.: 100 F - Philippe Hérissé: 50 F - René Hostache: 200 F - Patrice Jouault: 100 F - Stéphane Kaminsky: 50 F - Yves Lemaignen: 150 F - Patrick Lwille: 150 F - Nicolas Lucas: 1000 F - Marie d'Harcourt: 100 F - Francine Martin: 100 F - Maurice Massin: 50 F - Maurice Mintz: 500 F - Auguste Montillet: 200 F - Jean-Paul Ostolski: 50 F - Anonyme Loir-et-Cher: 200 F - Olivier-Henri Pfister: 150 F - F.P.(Paris): 100 F - Serge-Patrice Pierre: 50 F - A.de R.: 100 F - Gilles Rebiffé: 50 F - Pierre Receveur: 200 F - Roger de Roquancourt: 100 F - Pour Jean IV (Washington): 200 F - Raymond Tavernier: 100 F - Alix Vaugrente: 50 F - François Wollbrett: 200 F - Alexandre Yakimansky: 100 F.

Total de cette liste: 9097 F
Total précédent: 8044 F
Total général: 17.191 F

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19h 45 - entrée gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

Mercredi 14 Juin - A considérer notre société ultra-individualiste d'aujourd'hui l'on est parfois tenté de penser que la politique n'a plus qu'un seul rôle: faire tourner l'économie pour la seule satisfaction des intérêts matériels immédiats des individus. Depuis qu'on ne peut plus invoquer le «sens de l'Histoire», comment orienter le citoyen vers l'avenir, vers autrui en lui faisant oublier son désir de consommation narcissique ? C'est à ces interrogations que Jean-Philippe DOMEQ tente de répondre dans son dernier essai: «La passion du politique» qu'il viendra nous présenter.

Mercredi 21 Juin - Sujet non encore fixé.

Cette réunion sera la dernière avant les vacances. Nos «mercredis» reprendront ensuite au mois d'octobre.

GRAND OUEST

Une convention régionale des adhérents et sympathisants des Pays de Loire et de Bretagne aura lieu à Rennes le samedi 24 juin. L'ordre du jour sera consacré au bilan de l'année écoulée, aux projets pour 1989-1990, ainsi qu'à la mise en œuvre de nouveaux moyens.

Les travaux auront lieu dans les locaux de la N.A.R., 16 rue de Chateaudun à Rennes.

Contacts: Nicolas Lucas (41.48.95.03) et Didier Le Roué (99.68.73.29).

Aidez-nous !

Achetez tous vos livres à notre service librairie

la nouvelle action royaliste

SERVICE LIBRAIRIE

2 jours fous...

Samedi 24 et dimanche 25 juin

-20%

sur tout notre stock de livres: titres récents, ouvrages anciens, livres d'occasion. Titres classiques ou insolites, rares ou communs, etc.

La N.A.R. ouvre ses placards pendant deux jours et casse les prix !

N.A.R. service librairie, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4ème étage) - (métro Bourse ou Palais-Royal).

Les samedi 24 et dimanche 25 juin.

Heures d'ouverture: 10 h à 12 h 30 et 14 h à 18 h.

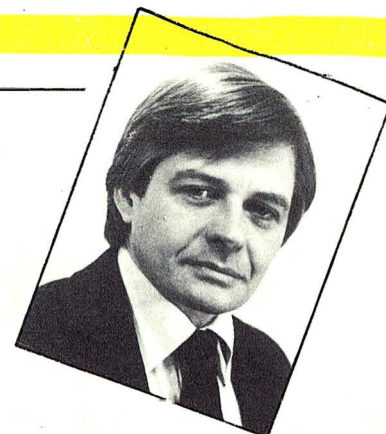
Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom:
Prénom:
Date de naissance: Profession:
Adresse:

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris



Comment voter le 18 juin ?

Nous prenons l'Europe au sérieux. Non comme utopie fusionnelle qui abolirait les identités, mais comme domaine familier que nous habitons depuis mille ans, comme civilisation - modes de pensée et manière de vivre -, comme tissu de relations, pas toujours paisibles, en cousins et voisins jamais séparés du monde. Et nous n'avons, quant à nous, jamais cessé de concevoir l'Europe dans son unité profonde, qui ne peut être pensée et vécue dans l'oubli de l'autre Europe, séparée et encore asservie.

Nous prenons l'Europe au sérieux dans son actualité politique, qui ne saurait effacer les données historiques et la permanence des enjeux. L'Europe est composée de nations qui ne connaissent pas la paix et la liberté hors d'un équilibre excluant que l'une d'entre elles domine l'ensemble. Contre les diverses formes d'impérialisme, elle doit rechercher la concertation politique et la coopération économique sans oublier que l'Europe, qui a toujours été plus qu'une notion géographique, ne doit pas être séparée de ses outre-mers.

Dans cette Europe en mouvement - d'abord Varsovie, puis Budapest, en attendant Prague, Sofia, Bucarest - la France peut et doit jouer un rôle essentiel, selon son projet, grâce à sa présence dans le monde et aux capacités qu'elle affirme ou recèle. Il ne s'agit pas seulement de relations économiques et d'innovations techniques, encore que notre pays joue sur ces plans un rôle souvent décisif: la France ne serait pas elle-même si elle ne cherchait à faire prévaloir, en Europe comme ailleurs, son souci de justice et de liberté. Telle est la conviction du président de la République, qui affirme que «l'Europe sera sociale ou ne sera pas».

PRETEXTES

François Mitterrand dit vrai. Il n'y aura pas d'Europe, et plus de société, si la CEE laisse se répandre la violence de l'économie libérale, livre les hommes, les entreprises et les terres à la logique du capital, à l'impérialisme financier, et à l'arbitraire bureaucratique qu'engendre nécessairement le prétendu marché (1).

Il est urgent que la France, et pas seulement elle, s'oppose à cette conception mutilée et mutilante de la communauté européenne dans tous les lieux où elle peut exercer son influence.

Même si l'Assemblée de Strasbourg ne joue pas un rôle décisif, les élections européennes font partie de cet enjeu, et la campagne électorale devrait être un moment privilégié d'explications et de débats. Nous constatons avec regret que tel n'est pas le cas. Une nouvelle fois, les projets pour l'Europe que les grandes formations sont censées défendre se réduisent par trop à des stratégies hexagonales et à des tactiques menées à l'intérieur des camps et des partis. Une nouvelle fois, les élections européennes sont le prétexte d'ambitions personnelles - surtout chez ceux qui se disent les plus fervents européistes.

Ainsi, la constitution de deux listes à droite ne correspond pas à deux visions de l'Europe, mais à l'ambition personnelle de M. Giscard d'Estaing et à la stratégie nationale du CDS, tandis que le RPR avoue par son suivisme qu'il a renoncé à défendre la tradition gaulliste dont il se prétend l'héritier. La question européenne se perd dans l'écheveau des calculs d'une opposition disloquée, comme on l'a vu lors du débat sur la motion de censure maladroitement déposée par les «réformateurs». En somme, rien qui puisse susciter l'accord ni même l'intérêt.

La campagne communiste n'est pas moins décevante puisque Philippe Herzog, qui aurait pu fournir d'utiles sujets de réflexion, a choisi d'en faire un examen de passage personnel devant la direction de son parti. Ce qui n'est pas le meilleur moyen de sauver une tradition qui, actualité soviétique et chinoise aidant, entre dans la phase terminale de son agonie. Un vote pour le Parti communiste s'en trouve privé de signification.

Face à la vacuité de la droite et à l'effondrement communiste, le Front national et les Verts peuvent, chacun de son côté, prétendre donner du sens à la campagne et à la présence de leurs candidats à Strasbourg. Mais il y a là deux dangers, opposés mais symétriques dans la régression. Chez Jean-Marie Le Pen, régression nationaliste qui confisque la nation dans la mécon-

naissance de son histoire et la négation de son identité. Régression chez les Verts (2), qui réduisent la cause commune de l'écologie à une pratique partisane et qui l'orientent vers un «pacifisme» où se trouveront un jour ou l'autre récusés les principes et les moyens, effectivement pacifiques, de notre dissuasion nucléaire.

QUEL CHOIX ?

Reste la liste socialiste. Lorsque Laurent Fabius fut désigné pour la conduire, nous avons estimé que c'était le meilleur choix possible. De fait, l'ancien Premier ministre développe des thèmes qui nous sont proches lorsqu'il dénonce le laisser-faire libéral, insiste sur les exigences sociales du développement économique et rappelle l'indépendance de notre force de dissuasion. Sur le projet politique qu'il exprime, il y avait possibilité d'un rassemblement de toute la majorité présidentielle, et d'une représentation de toutes ses composantes à l'Assemblée de Strasbourg. Certes, Laurent Fabius convie à ce rassemblement le jour du scrutin. Mais la liste qu'il anime n'en est ni le reflet ni l'annonce - à moins de considérer, ce qui ne peut être notre cas, que M. Jean-Paul Benoist représente, par sa personnalité et ses idées, l'ensemble de la-dite majorité...

Une fois encore, le rassemblement de toute la majorité présidentielle a été sacrifié aux sacro-saints équilibres entre les courants du Parti socialiste. Une fois encore, la promesse d'ouverture n'a pas été tenue, tant est faible le nombre de personnalités extérieures susceptibles d'être élues.

De ce constat, la Nouvelle Action Royaliste se doit de tirer les conséquences. Toujours en accord avec le projet présidentiel, elle prend trop au sérieux la question européenne pour entrer dans la logique d'un appareil partisan, qui réduit la politique à sa propre mesure. Aussi regrette-t-elle de devoir préconiser le vote blanc.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'éditorial du n° 516

(2) cf. l'éditorial du n° 514